

une déclaration du premier ministre, à l'appel des motions de préférence, sur l'attitude du Canada et sur les ententes conclues avec les États-Unis quant à une nouvelle politique de maintien de nos marchés?

Le très hon. M. Trudeau: Je ne puis que répéter ce que j'avais dit à mon retour de Washington: le président et moi-même étions d'accord sur une série d'entretiens entre hauts fonctionnaires. Il s'en est tenu le 2 avril et le 8 avril. Aucune décision finale n'a été prise et nous ne sommes pas en mesure de répondre. Je suis certain que la personne responsable, le ministre d'État de Saskatchewan (M. Lang), fera une déclaration à ce sujet en temps opportun.

M. Woolliams: A titre de question supplémentaire, le premier ministre est-il disposé à l'appel des motions à exposer l'attitude canadienne? Il n'y a rien de secret à ce sujet. La Chambre, les Canadiens, les industries pétrolière et autres aimeraient être renseignés.

M. P. M. Mahoney (Calgary-Sud): Par suite des propos du premier ministre à Calgary samedi soir, je voudrais lui demander si les entretiens entre les représentants des gouvernements américain et canadien à Washington ne portent pas uniquement sur la politique du pétrole et du gaz, mais s'étendent à toute la politique continentale concernant l'énergie?

Le très hon. M. Trudeau: C'est exact, monsieur l'Orateur. Il a été question d'autres aspects du domaine de l'énergie lors de ces réunions. On a parlé non seulement du pétrole et du gaz, mais aussi de l'uranium et de la houille.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, je veux simplement demander au premier ministre si le député de Calgary-Sud révélait la politique du gouvernement, lorsqu'il a déclaré samedi que la politique en matière de pétrole n'avait pas été révélée à Calgary mais que le premier ministre la divulguerait probablement à l'occasion de sa visite dans les provinces Maritimes?

Des voix: Oh, oh!

LA DÉFENSE NATIONALE

LE SYSTÈME ABM—L'OPPORTUNITÉ D'UN EXAMEN COMPLET AVANT L'ENGAGEMENT

M. Andrew Brewin (Greenwood): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Voudrait-il répéter l'assurance, donnée par le gouvernement qui a précédé le sien, que le Canada ne participera pas à l'ins-

[M. Woolliams.]

tallation d'un système antimissiles sans qu'on fournisse à la Chambre et à ses comités toutes les occasions voulues d'examiner et de discuter la question?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Mais certainement, monsieur l'Orateur. Je m'attends à ce que cette question soit discutée à la Chambre lors du débat sur la politique étrangère.

LES COMPTES PUBLICS

RENOVI AU COMITÉ DU RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL

M. G. W. Baldwin (Peace River): Le ministre pourrait-il nous indiquer maintenant, en réponse à la question que j'ai posée le 2 avril, si le gouvernement compte déférer au comité des comptes publics le rapport de 1968 de l'auditeur général pour permettre aux membres de ce comité de poursuivre l'étude fascinante et absorbante qu'ils ont récemment entreprise.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Je serais heureux d'examiner cette question et de la discuter plus tard, aujourd'hui même.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

RENOVI AU COMITÉ DES RAPPORTS D'AIR CANADA ET DES CHEMINS DE FER NATIONAUX

M. Ed Schreyer (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au leader de la Chambre s'il compte déférer, au moyen d'un avis de motion, les rapports d'Air Canada et des Chemins de fer Nationaux au comité permanent des transports et des communications.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Je n'en avais pas l'intention. Le député s'en souviendra, nous avons cherché à les faire déférer du consentement de la Chambre mais ce consentement a été refusé. Étant donné notre programme législatif, je ne vois pas comment nous pourrions consacrer une journée à ce projet.

LES AFFAIRES CULTURELLES

LE TRANSFERT DES PROGRAMMES AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État. A-t-il accepté de rencontrer le ministre des Affaires culturelles du Québec, le 20 avril, pour discuter le transfert des programmes culturels du gouvernement fédéral au gouvernement provincial du Québec?